

Ruralia

Ruralia

Sciences sociales et mondes ruraux contemporains

01 | 1997

Varia

Du territoire à la profession : identités agraires et changement social dans le Pays de Redon (Bretagne)

Ali Aït Abdelmalek



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/7>

ISSN : 1777-5434

Éditeur

Association des ruralistes français

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1997

ISSN : 1280-374X

Référence électronique

Ali Aït Abdelmalek, « Du territoire à la profession : identités agraires et changement social dans le Pays de Redon (Bretagne) », *Ruralia* [En ligne], 01 | 1997, mis en ligne le 01 janvier 2003, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/7>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Tous droits réservés

Du territoire à la profession : identités agraires et changement social dans le Pays de Redon (Bretagne)

Ali Aït Abdelmalek

- 1 Pour entrer rapidement au cœur du sujet, nous voudrions dire un mot à propos des relations entre l'agriculture et la société dite « globale » : 1957, première mission, le pacte alimentaire (nourrir l'« Europe ») ; 1974, seconde mission, participer à la politique d'exportation, (cf. la notion d'« agriculture comme pétrole vert de la France ») ; 1984, le 1er avril avec les « quotas laitiers », nouvelle logique, « il faut vendre avant de produire » ; on passe d'une approche « quantitativiste » à un discours centré sur la « qualité » ; seuls les plus performants parmi les agriculteurs, pourront s'installer avec des aides de la CEE, de l'État-nation et des régions. On demande, en tout cas, à l'agriculture, de participer pleinement à la production alimentaire, mais aussi à la sauvegarde de l'environnement, pour garantir un certain équilibre « ville/campagne ».

Problématique : européenisation et mutations agraires

- 2 Les années 1950 ont été marquées par l'émergence d'un système international qui se présente sous la forme d'un système mondial où la communication universelle et la révolution scientifico-technologique ont contribué à modifier les conduites sociales dans les pays industrialisés. L'interdépendance des nations et des continents est devenue aujourd'hui une donnée évidente ; les différentes économies nationales sont de plus en plus tributaires de l'extérieur pour divers approvisionnements alimentaires ou autres, les débouchés, les matières premières et la technologie moderne.
- 3 La création de la Communauté économique européenne (CEE) par les six États fondateurs et la mise en place d'une Politique agricole commune (PAC), créée afin de permettre le libre-échange des produits agricoles à l'intérieur d'un Marché commun le Traité de Rome, en 1957, a donné une priorité à l'agriculture constituant un fait social d'une

grande ampleur. Paradoxalement, les sociologues n'ont que très rarement entrepris des recherches sur le phénomène européen, thème qui a alimenté de multiples séminaires, colloques et recherches dans les secteurs économiques ou juridiques.

- 4 Les agriculteurs dont on peut souligner, encore une fois, le rôle pionnier dans la construction européenne ont créé de multiples lieux de solidarités, d'actions collectives pour faire face aux marchés mondiaux, à la compétition internationale, et semblent avoir posé un défi aux autres groupes sociaux (et aux sciences humaines). L'Europe agricole traverse, actuellement, une phase de « transition » entre deux systèmes très différents ; de nombreuses exploitations ne sont encore aménagées que pour assurer la subsistance des personnes qui y vivent, sans chercher, de manière systématique, à obtenir un revenu monétaire. Cette dernière préoccupation tend à dominer chez un nombre croissant d'exploitants qui considèrent, dans la perspective de l'économie de marché, que l'agriculture est devenue un métier, une profession. À partir de l'analyse des médiations institutionnelles et organisationnelles, on tentera de saisir les relations dialectiques entre l'Europe communautaire, et plus particulièrement la Politique agricole commune, l'État-nation français et les exploitations agricoles. L'exploration de ce type de questions renvoie à l'a priori scientifique plus ou moins explicite que le fonctionnement de la Communauté européenne forme « système ». Les petits élevages (quasi-autarciques) de l'après-guerre cèdent ainsi, de plus en plus, la place à de véritables ateliers de production intégrés à des ensembles économiques, qui ont tissé de multiples relations sociales, techniques, économiques avec les entreprises d'amont (génétique animale, aliments du bétail, services divers) et les industries d'aval (collecte, transformation et commercialisation des produits), mais aussi avec des techniciens, des experts et des consommateurs. Du point de vue sociologique, l'exploitation familiale agricole « ne peut être isolée » de cet ensemble d'intervenants dont les actions tendent de plus en plus, effectivement, à se constituer en un « système unifié » ¹.
- 5 Cette analyse devrait permettre d'apprécier, au travers des institutions et organisations agraires, le rôle et le statut de la profession agricole qui a contribué à créer, modifier et donner une forme particulière à l'Europe communautaire (les « douze »), ou, en d'autres termes, la manière dont l'Europe « pénètre » et « est pénétrée » par les exploitations agricoles.

Les « médiations institutionnelles et organisationnelles » (MIO) comme objet d'étude

- 6 Aborder ainsi le problème de la modernisation des exploitations familiales agricoles sous l'angle des « MIO » et poser l'hypothèse que des lieux de décisions, de négociations, se sont empiriquement constitués, par ou contre l'État, implique que soit rappelée la pertinence d'une telle approche. On peut dire, en effet, que l'organisation est le lieu où se poursuit et se construit l'identité sociale de chaque individu. Aussi peut-on faire la remarque suivante : l'étude de l'identité ne peut faire l'économie d'une interrogation sur l'adoption d'une conscience, d'un sentiment communautaire, ou d'une représentation nationale ; ou, plus simplement, comment les notions de « communauté » et de « socialisation », rendent-elles compte de l'identité territoriale et professionnelle, individuelle et collective ?

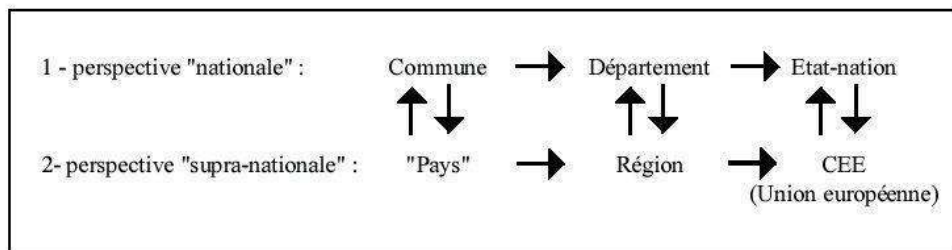
- 7 L'une des définitions de la sociologie ne peut procéder, à en croire Max Weber, que des actions d'un, de quelques, ou de nombreux individus séparés ². Dans *Économie et société*, le célèbre sociologue allemand estime que « pour l'interprétation compréhensive de l'activité que pratique la sociologie », ces structures (l'« État », les « coopératives », etc.), ne sont que des développements et des ensembles d'une activité spécifique de personnes singulières, puisque celles-ci constituent seules les agents compréhensibles d'une activité orientée significativement ³. En redonnant toute la primauté au fait individuel sur tout autre fait contingent, on dira que l'identité a nécessairement besoin de s'incarner dans des actions individuelles explicites, lesquelles seront amenées à fonder une ou des structures sociales nettement circonscrites. Cependant, il serait dérisoire de penser que l'individu se constitue un « capital identitaire », pour reprendre le mot de l'ethnologue Malek Chebel, sans recours aux organisations, aux groupes, structururations socio-politiques, autant d'occasions qui, avec la famille et l'école, consolident le sentiment d'appartenance et, finalement, l'identification. À cet égard, il est important de rappeler, à partir des analyses de Pierre Bourdieu, et plus précisément des dimensions du concept d'« habitus » ⁴, qu'il a remis dans le courant sociologique récent, que l'identité individuelle est toujours reliée à des représentations collectives plus larges ou plus ou moins profondes ⁵.
- 8 Les individus agissent dans des contextes sociaux ; ils ont des expériences diversifiées du monde social ; la culture des agriculteurs ce qui contribue, en fait, à les définir renvoie à un ensemble de croyances et de représentations aptes à les situer et à leur permettre d'interpréter leur environnement. La notion de contexte ou d'environnement social procède d'une approche qui part de l'individu. Contrairement à une vision sociologique dans laquelle l'individu serait un « chien bien dressé qui tracerait son chemin dans un labyrinthe institutionnel » ⁶ et dont l'action ne serait qu'une réponse au milieu.
- 9 Distinction, mais pas autonomie totale ; particularité certes mais dépendance : l'individuel et le collectif sont inter-reliés par les médiations ⁷. Dès lors, nous devinons l'apport indispensable du milieu professionnel et territorial à toute prise de conscience.

Le territoire : un enjeu idéologique

- 10 Pour notre part, nous aimerions rappeler que la notion de « pays », au cœur d'une première étude, nous a posé un véritable problème : le pays existe-t-il ou n'est-il qu'une construction intellectuelle, un fonds de commerce pour élus locaux (de gauche ou de droite) ? Pour les uns, les Jacobins notamment, la France est « une et indivisible » et le « pays » n'est qu'un territoire intermédiaire entre la commune et le département. Le « pays » participe alors de cette rationalisation de la politique et de l'économie (le député-maire de Redon, Alain Madelin, parlait bien de « zone franche », exemption de taxes pour des entreprises qui s'installent...). Pour d'autres, plus « Girondins », qui militent pour la Bretagne à cinq départements, Redon est la capitale d'un « pays » qui symbolisent précisément cette Bretagne historique, avec son territoire, sa culture, sa relative autonomie. Bref, que peut dire le sociologue face à un tel débat qui, à l'évidence, se situe dans l'idéologie (dans une vision de l'homme, de la société, des rapports sociaux, etc.) ?
- 11 On a donc posé le problème du « pays », non en termes d'« existence » ou d'« inexistence », mais en terme de « production sociale » : le Pays de Redon renvoie à un

sentiment d'appartenance qui est, par hypothèse, le produit de l'action d'individus sociologiquement typés :

- 12 1 - militants associatifs, qui s'intéressent autant à la dimension économique qu'à la dimension culturelle ;
- 13 2 - souvent formés (bac + 2 au moins pour la plupart) et ayant vécu à l'extérieur de Redon (Vannes, Nantes, Angers, Rennes ou Paris) ;
- 14 3 - maîtrisant très bien la langue française (culture légitime qui leur permet un retour sur une culture souvent « dévalorisée ») mais regrettant la disparition du Breton, du Gallo, c'est-à-dire des langues régionales et micro-territoriales ;
- 15 4 - centrés sur l'identité de « pays », mais ouvert au monde, et notamment au « tiers-monde » ;
- 16 5 - sensibles aux arguments féministes (au moins dans les discours...) mais aussi écologistes, pour l'intégration professionnelle des handicapés, *etc.*
- 17 Bref, les militants de « pays » ont participé activement à la « ré-invention » ou à la redécouverte de leur identité individuelle et collective, et ce à la faveur des années 1968 : le gaullisme, la centralisation, les inégalités sociales, les inégalités entre les sexes, le mythe du progrès technique, *etc.*
- 18 On notera aussi que l'État a souvent accompagné, voire impulsé ce mouvement micro-régional (le préfet Ferré dans le Pays de Redon) et qu'il faut séparer, pour la compréhension du phénomène, le pays « pensé » à partir des classes moyennes intellectuelles et le pays « vécu » au quotidien par tous les habitants, et notamment les ouvriers, les employés et les paysans.
- 19 Il faut rappeler, ici, que l'image que l'on se fait de la réalité sociale participe à la construction de cette réalité : il n'y a pas d'un côté les représentations sociales du Pays de Redon, et d'un autre, la réalité du « pays »⁸. Deux visions, *grosso-modo*, sont perceptibles. On peut parler, d'une part d'un pays ouvert, très ouvert même, au risque de ne plus exister dans sa spécificité : l'argumentation est, pour l'essentiel, de type économique. D'autre part, ceux qui travaillent à la visibilisation des frontières, argumentant pour la préservation d'une culture, d'une micro-culture... Le débat est, heureusement, encore ouvert entre les tenants de ces deux thèses extrêmes, nécessitant parfois des médiations, politiques (élus locaux) ou administratives (mairie, sous-préfecture, SIVOM, communauté de communes, *etc.*).
- 20 On peut, en dernier lieu, présenter les outils de l'analyse ; deux logiques territoriales ont ainsi été distinguées (théoriquement) :



- 21 Ainsi, deux conceptions de l'« Europe » s'opposent : une Europe de la fédération (« fédéralistes ») et une Europe de l'union (« unionistes »), qui refusent la perte de souveraineté de la Nation. Dans la réalité, les individus utilisent selon les opportunités les

deux logiques, et aménagent leur discours en fonction de leurs intérêts et de leurs stratégies. Quant à l'État, il essaie de contrer le pouvoir de Bruxelles via les Régions dont il maîtrise les financements et inversement, limite le pouvoir des Régions en invoquant l'intérêt général (européen).

Le Pays de Redon : un cas « idéal-typique »

- 22 À cheval sur trois départements (Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique, Morbihan) et deux régions de programme (Bretagne et Pays-de-Loire), le Pays de Redon offre un terrain de choix. Cette micro-région (neuf cantons, chef-lieu : Redon, sous-préfecture en Ille-et-Vilaine) a bénéficié de multiples interventions étatiques pour des raisons de chômage et de « désindustrialisation », et ce, depuis les années 1960. La création, en 1969, du Comité de coordination et d'aménagement du Pays de Redon (COCAPAR) a permis l'émergence de solidarités inter-cantoniales et inter-départementales, mais, dans le même temps, a dévoilé et a exacerbé les tensions idéologiques, politiques et économiques locales. L'espace, comme produit producteur, selon le mot d'Henri Lefebvre (1974), se trouve quadrillé par un réseau très dense d'associations diverses, notamment d'agriculteurs. De plus, c'est un territoire aux contours variables selon les groupes, les intérêts, les idéologies, dont on reconnaît l'entité historique (importance de l'abbaye Saint-Sauveur de Redon dès le IX^e siècle ⁹), géographique (présence de marais sur une partie non négligeable), économique (les quelques industries : l'entreprise « Rocher », par exemple, ou l'important Centre Leclerc, en matière de distribution) et politique (un conseil des Pays de Vilaine réunit les élus des neuf cantons autour de Redon).
- 23 En 1988, par rapport à 1983, la diminution du nombre d'exploitations atteint 40 % dans la plupart des communes et les « fermes-auberges », le « camping à la ferme », les gîtes ruraux, la diversification, liée à une problématique touristique ¹⁰ semblent plus intéresser une frange d'artisans et de « néo-ruraux », de couches moyennes (animateurs, éducateurs) que les exploitants agricoles, souvent âgés et sans qualification professionnelle, susceptibles d'être pris en charge par des travailleurs sociaux, à travers le Revenu minimum d'insertion (RMI) ou d'autres mesures dites « d'insertion ou de réinsertion sociale ». Quelques agriculteurs modernisés, bien qu'endettés, poursuivent activement leur production laitière et, encadrés par les organisations locales et départementales, agissent en « entrepreneurs ».
- 24 Ce « pays » a été analysé de l'intérieur, mais aussi de l'extérieur, Vannes, Nantes et Rennes (échelon départemental et régional), mais aussi Paris et Bruxelles, car il y a lieu d'examiner les interactions, les entrecroisements de ces espaces qui se superposent et s'interpénètrent. Ainsi conçue, notre approche a mis en évidence la dynamique propre aux « médiations », à la jointure de plusieurs espaces de pouvoir.
- 25 Parmi les dimensions du concept-clé de la recherche celui de « Médiations institutionnelles et organisationnelles » ce que nous avons appelé « réseaux associatifs » (avec son antonyme « retrait et isolement ») fait ici l'objet de toute notre attention.

Réseau associatif/« retrait et isolement » : un enjeu social

- 26 On entend par « réseau » un ensemble de lieux de décisions reliés entre eux, et qui répondent à « la division sociale du travail » ¹¹. Le concept de réseau se définit par un

comportement de collaboration, un ajustement des lignes de conduite visant à atteindre des objectifs, déterminés conjointement, « les plus désirables » par tous, et par le fait que les individus sont fréquemment en contact, du fait des responsabilités et des préoccupations professionnelles assumées en commun ; le réseau peut aussi être défini par le sentiment que ce mode d'organisation est plus efficace pour accomplir son travail, en obtenant de meilleures informations mais aussi des compromis de la part d'autres et, en dernier lieu, par l'élaboration de normes (communes), à partir des intérêts et des « espérances » des membres, qui appartiennent à des organisations et institutions différentes.

- 27 Le réseau apparaît comme le reflet d'une réponse organisée, pas toujours consciente, à la complexité du système politique social et européen, voire mondial. En période de crise ces réseaux ont tendance à prendre une forme officielle. À noter aussi que le sentiment d'une tâche à accomplir et l'adoption de normes minimales communes n'effacent pas les éventuels conflits quant aux fins poursuivies. Les réseaux associatifs sont, aujourd'hui, en réalité diversifiés et éclatés : certains sont affaiblis voire disparaissent, d'autres ont tendance à s'institutionnaliser.
- 28 Le particularisme et les réalités originales, façonnées par l'histoire et la culture des micro-espaces et de leurs populations sont-ils condamnés, en même temps que les sociabilités « locales » coutumières, à disparaître ? On voudrait tenter de montrer comment les réseaux locaux ont disparu. Comment d'autres se sont modifiés, et par qui et quels nouveaux liens, nouveaux se sont tissés, largement impulsés par les pouvoirs publics ? Il s'agit donc de mettre en évidence les liens, l'interdépendance des organisations professionnelles agricoles qui mènent des actions collectives dans un souci d'efficacité économique et politique dans le cadre de règles et de normes de plus en plus supranationales. Une des originalités de ce réseau réside dans sa « capacité d'intégrer à part entière les agriculteurs à la société industrielle et marchande » ¹².
- 29 Plus globalement, il n'est pas déraisonnable de concevoir nos sociétés comme des réseaux complexes de sous-systèmes ; pour rendre compte de la cohérence du « système de médiations », il faut, en dernier lieu, inclure au concept de « médiation institutionnelle et organisationnelle », ce qui apparaît comme caractéristique du processus de modernisation, la « professionnalisation ». Cette dernière dimension est un des maîtres-mots de la rationalisation des activités, notamment économiques, contemporaine. L'hypothèse d'un passage des réseaux territoriaux à des réseaux de plus en plus liés à la qualification professionnelle s'est ainsi confirmée, en grande partie, pour les « filières agricoles ».
- 30 Correction typographique le 01/01/2003.

NOTES

1. Voir : Placide RAMBAUD, « L'Europe communautaire et les paradoxes du lien social en agriculture », dans *Revue française de science politique*, avril 1989, p. 21.

2. Cité par : Raymond BOUDON et François BOURRICAUD, *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, Presses universitaires de France, 1982.
 3. Dans : Max WEBER, *Économie et Société*, (traduction par Julien Freund), Paris, Plon, 1971, p. 12.
 4. Les *habitus*, définis comme « systèmes de dispositions durables et transposables » et « principes générateurs et organisateurs de pratiques et de représentations ».
 5. Pierre BOURDIEU, *Le sens pratique*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1980, pp. 80-81.
 6. Voir : « Cultur Bias », Londres, Royal Anthropological Institute of Great Britain and Ireland, cité par : Marcel CALVEZ, *Gens de la ville, gens du CAT. Essai d'analyse culturelle*, Rennes, Institut régional de travail social, avril 1990, p. 47.
 7. Dans un texte intitulé « La catégorie de l'intermédiaire dans la pensée de Freud », René Kaës écrit : « dans cette articulation de l'individu et du collectif, nous trouvons la figure biface du groupe [...]. Il n'est de condition de la pensée que groupale », texte non publié, issu du Centre de recherches cliniques sur les formations intermédiaires, Université Lyon III, 1980, f° 8.
 8. Voir le concept de « performativité » du langage : « le verbe se fait chair ».
 9. Voir : « Le Cartulaire de Redon », Archives départementales d'Ille-et-Vilaine.
 10. Le Syndicat d'initiative de Redon et l'Office du Pays d'accueil de Vilaine sont devenus très importants, le Pays de Redon a un « label » touristique : les monuments, les marais, la Vilaine, les traditions « culturelles » et le folklore local.
 11. Cette division sociale du travail, comme le note Raymond Hopkins, « est la base de la société d'aujourd'hui » : Raymond HOPKINS, « Réseaux de gestion à l'échelle du globe », dans *Revue internationale des sciences sociales*, 1, 1978, pp. 32-52.
 12. Voir : Placide RAMBAUD, « L'Europe communautaire et les paradoxes... », art. cité.
-

RÉSUMÉS

L'hypothèse de notre recherche est que les organisations professionnelles agricoles et les institutions étatiques chargées des questions agraires constituent des paliers intermédiaires qui permettent à la fois la transformation des exploitations familiales en entreprises agricoles modernes, et la mise en place d'une politique commune à l'échelle européenne. On a ainsi souligné, dans ce travail, d'une part, le rôle pionnier des agriculteurs dans la construction européenne et, d'autre part, le passage d'une économie de subsistance à une économie pour le marché. À partir de l'analyse des médiations institutionnelles et organisationnelles, on a tenté de saisir les relations dialectiques entre l'Europe communautaire, et plus particulièrement la Politique agricole commune (PAC), l'État-nation français et les exploitations agricoles. Explorer ce type de questions, c'est penser le fonctionnement de la Communauté comme un « système ». Du point de vue sociologique, en effet, l'exploitation familiale agricole ne peut plus être isolée de cet ensemble d'intervenants dont les actions tendent de plus en plus à se constituer en un « système unifié ».

From Territory to Qualification: Agrarian Identities and Social Change in the Redon Area (Brittany)

The hypothesis of our research is that the professional farming organizations and the state-controlled institutions in charge of agrarian questions constitute intermediary stages which allow both the transformation of family farms into modern farming concerns and the setting-up of a common policy at the European level. This research has, thus, underlined the pioneering role of farmers in the building of Europe on one hand and, on the other hand, the transition from an economy of subsistence to a market-oriented economy. Starting with the analysis of institutional and organizational mediations, we have tried to understand the dialectical relationships between the European community and more precisely the common agricultural policy, the French government and the farming concerns. Examining this type of questions has led us to think about the functioning of the Community as a “system”. From a sociological point of view, the family farm cannot indeed isolate itself from this whole body of intervening institutions whose actions tend, more and more, to organize according to a “unified system”.

INDEX

Index chronologique : Aujourd'hui